

**Point de presse de la porte-parole -
Italie/Déplacement de M. Jean-Yves
Le Drian - Union
européenne/Déplacement de Mme
Nathalie Loiseau au Parlement
européen - Ministère de l'Europe et
des affaires étrangères/Fresque
photographique «Union(s)
européennes» - Syrie/Armes
chimiques/Initiative
franco-allemande - Syrie - Iran -
Qatar - Irak - Mali - Ukraine -
États-Unis - Conflit du
Haut-Karabagh
(Paris, 05 juillet 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Italie - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (Rome, 6 juillet 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rendra à Rome pour participer, le jeudi 6 juillet, à la conférence ministérielle sur les migrations, organisée à l'initiative du gouvernement italien. Il s'agit d'une question d'intérêt prioritaire dans le contexte actuel de forte pression migratoire.

Cette conférence, intitulée «une responsabilité partagée pour un objectif commun : solidarité et sécurité», doit permettre d'aborder la question de la crise migratoire en Méditerranée centrale, sous l'angle de la coopération entre les pays européens et les pays africains de transit. Elle réunira les ministres des affaires étrangères algérien, allemand, autrichien, égyptien, espagnol, estonien, éthiopien, français, hollandais, italien, libyen, maltais, nigérien, soudanais, tchadien et tunisien.

À l'occasion de ce déplacement, M. Jean-Yves Le Drian s'entretiendra séparément avec ses homologues italien, M. Angelino Alfano, et espagnol, M. Alfonso Dastis, afin de faire le point sur les principaux dossiers européens et internationaux, dont le prochain sommet sur les Balkans occidentaux qui se tiendra à Trieste le 12 juillet. Il évoquera les principales crises internationales avec la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Mme Federica Mogherini.

Avec son homologue italien, M. Jean-Yves Le Drian abordera plus particulièrement les questions bilatérales, dans la perspective du prochain sommet franco-italien prévu à l'automne.

2 - Union européenne - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau au parlement européen (Strasbourg, 5 juillet 2017)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, se rend à Strasbourg aujourd'hui. Elle participera aux côtés du Président Tajani et de Mme Dagmar Havlova, veuve du président Havel, et en présence de Roland Ries, maire de Strasbourg, à l'inauguration du nouveau bâtiment du parlement européen qui sera baptisé du nom de Vaclav Havel.

Elle s'entretiendra avec le président du Parlement européen, M. Antonio Tajani.

Comme le président de la République l'a fait lors de l'hommage rendu le 1er juillet 2017 à Helmut Kohl au parlement européen, la ministre redira l'attachement des autorités françaises au siège du parlement européen à Strasbourg, symbole de la réconciliation de notre continent et d'une Europe que les pères fondateurs de l'Union européenne ont voulu polycentrique.

3 - Ministère de l'Europe et des affaires étrangères - Fresque photographique «Union(s) européennes» (Paris, 6 juillet 2017)

Dans le cadre de la célébration des 60 ans des traités de Rome et des 30 ans du programme Erasmus+, Mme Nathalie Loiseau, ministre des affaires européennes, inaugurera ce jeudi à 11h30 la fresque «Union(s) européennes» à la station Montparnasse-Bienvenue.

Cette fresque monumentale de 135 m de long met à l'honneur 22 familles qui se sont formées grâce au programme Erasmus +, à travers des prises de vues de Frédéric de la Mure, photographe officiel du Quai d'Orsay depuis 32 ans.

Elle illustre notre attachement au programme Erasmus +, dont l'action en faveur de l'enseignement, de la formation, de la jeunesse et du sport permet chaque année à des milliers de jeunes Européens de se rencontrer, de se découvrir et de se rapprocher.

Exposée dans le cadre d'un partenariat avec la RATP, elle sera visible dans le couloir de correspondance de la station jusqu'à la fin du mois d'août.

Pour en savoir plus :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/europe/evenements-et-actualites-lies-a-la-politique-europeenne-de-la-france/actualites-europeennes/article/exposition-unions-europeennes-ambassadeurs-de-l-europe-de-demain-realisee-par>

4 - Syrie - Armes chimiques - Initiative franco-allemande

L'organisation pour l'interdiction des armes chimiques a confirmé sans équivoque, dans le rapport définitif du 29 juin de la mission d'établissement des faits, l'emploi de gaz sarin en Syrie lors de l'attaque du 4 avril à Khan Cheïkhoun. Cette violation caractérisée du régime de non-prolifération menace gravement la paix et la sécurité internationale. Ces crimes ne doivent pas rester impunis et ceux qui les ont perpétrés devront être traduits en justice.

C'est pourquoi la France et l'Allemagne, par une déclaration conjointe à l'OIAC, appellent aujourd'hui la communauté internationale à prendre ses responsabilités, notamment en exigeant l'identification rapide des auteurs de ces attaques. Cette déclaration a reçu le soutien de nombreux États parties à la convention d'interdiction des armes chimiques qui l'ont cosignée.

Les enquêteurs de la mission d'établissement des faits de l'OIAC ont rempli leur mission avec professionnalisme et diligence et nous réitérons notre plein soutien à cette mission. Son rapport a été transmis aussitôt au mécanisme d'enquête et d'attribution sur l'emploi d'armes chimiques en Syrie (JIM), mandaté par le conseil de sécurité des Nations unies au titre des résolutions 2235 et 2319. Nous espérons que le JIM pourra oeuvrer sans entrave dans le cadre de son mandat pour déterminer rapidement les responsabilités de ces actes barbares. Nous attendons ses conclusions d'ici cet automne.

5 - Syrie

Q - Dans un communiqué publié ce matin, l'Élysée a encore parlé d'une ligne rouge sur l'humanitaire. Pouvez-vous nous expliquer si cette ligne rouge n'a pas déjà été franchie en Syrie et quelles sont les conséquences si elle est dépassée ?

R - Je vous invite à prendre l'attache de la présidence de la République.

Pour la France, l'acheminement sans entrave et en toute sécurité de l'aide humanitaire à toutes les populations dans le besoin et sur l'ensemble du territoire syrien est une priorité. Dans ses discussions avec ses partenaires et au sein des instances des Nations unies, y compris au conseil de sécurité, la France oeuvre de manière constante pour parvenir à cet objectif.

L'accès humanitaire est un sujet que le ministre évoque avec chacun de ses interlocuteurs concernés par la crise syrienne.

6 - Iran

Q - Une vidéo de la télévision iranienne lors de la rencontre Le Drian/Zarif au Quai d'Orsay montre le chef de la diplomatie iranienne invitant son homologue en août à Téhéran. Le ministre a-t-il l'intention de s'y rendre ?

R - M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a reçu M. Javad Zarif dans le cadre du dialogue politique que la France entretient avec l'Iran, en amont de la visite du secrétaire général du Quai d'Orsay à Téhéran, le 3 juillet.

À l'invitation de M. Zarif, le ministre se rendra en Iran dans les prochains mois pour approfondir nos échanges, comme l'avaient fait MM. Laurent Fabius en 2015, et Jean-Marc Ayrault en 2017.

7 - Qatar

Q - Estimez-vous, à l'instar de Sigmar Gabriel qui est en tournée dans le Golfe, que la «souveraineté» du Qatar doit être respectée et que certaines des demandes de ses voisins, notamment la fermeture d'Al Jazeera, vont à l'encontre de la souveraineté et la liberté d'expression ?

R - La France est naturellement attachée au respect de la souveraineté des États en général, y compris du Qatar.

La France invite les États arabes du Golfe à régler les différends qu'ils ont évoqués par la concertation. Nous réitérons notre soutien à la médiation apportée par le Koweït, qui constitue une démarche positive en faveur du dialogue.

S'agissant de la liberté de la presse, la France est engagée pour la défense de cette liberté partout dans le monde. Le pluralisme des médias, le droit d'informer ou d'être informé et la capacité à exprimer des points de vue critiques sont essentiels au débat démocratique.

8 - Irak

Q - Pensez-vous que les autorités irakiennes ont fait suffisamment pour préparer la réconciliation avec la minorité sunnite pour l'après Daech?

R - La libération de Mossoul est imminente. Elle repose sur le courage des forces irakiennes soutenues par la coalition. Le respect du plan de libération de Mossoul par toutes les parties sera indispensable au processus de réconciliation nationale.

Nous restons très vigilants quant au respect du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'Homme par l'ensemble des parties. La protection des civils à l'occasion des opérations de libération de la ville est un impératif et permettra d'enrayer le cycle de la violence. Il faudra, dès la cessation des hostilités, travailler à la réconciliation des populations. Il est nécessaire que les auteurs d'atteintes aux droits de l'Homme répondent de leurs actes devant la justice.

Sur le plan politique, de nouveaux gestes décisifs seront nécessaires afin de soutenir cette réconciliation, ainsi que l'établissement d'une gouvernance inclusive et la stabilisation des zones libérées. Dans l'esprit de la conférence de Paris du 20 octobre dernier sur la stabilisation de Mossoul, la France continuera à apporter son plein soutien au gouvernement du Premier ministre irakien Haïder al-Abadi pour relever les défis que doit affronter son pays.

9 - Mali

Q - En quoi est-ce que les propositions françaises soumises à Alger pour le processus de paix au Mali sont différentes de ce qui existe déjà?

R - L'accord d'Alger est la seule feuille de route pour le retour d'une paix durable au Mali et le rétablissement de l'autorité de l'État. D'où l'importance de sa mise en oeuvre par toutes les parties. La France continuera de prendre toutes les initiatives nécessaires à cet effet.

10 - Ukraine

Q - Depuis la visite du Président Poroshenko, y-a-t-il eu des progrès sur les préconditions mentionnées par le Président pour tenir une éventuelle réunion du format Normandie?

R - La France poursuit, conjointement avec l'Allemagne, ses efforts pour la résolution de la crise entre la Russie et l'Ukraine.

Nous sommes engagés de manière permanente, à tous les niveaux, pour que des résultats concrets puissent se matérialiser, conformément au souhait exprimé par le président de la République à ses homologues russe et ukrainien. La responsabilité des parties est engagée pour qu'une dynamique de progrès dans la mise en oeuvre des accords de Minsk puisse s'installer.

11 - États-Unis

Q - Pourquoi M. Le Drian n'est-il pas encore allé à Washington ? Est-il difficile de caler un rendez-vous avec M. Tillerson ?

R - M. Jean-Yves Le Drian et M. Rex Tillerson sont en contact et échangent régulièrement sur tous les sujets d'intérêt commun.

M. Le Drian s'entretiendra d'ailleurs aujourd'hui avec son homologue américain sur la crise syrienne et se rendra dans les prochaines semaines à Washington.

12 - Conflit du Haut-Karabagh

Q - Quelle est votre réaction aux nouvelles victimes sur la ligne de contact près du Haut-Karabagh?

R - Nous déplorons le nouvel incident meurtrier qui a eu lieu le 4 juillet près de la ligne de contact du Haut- Karabagh, dans le village d'Alkhanli.

La France appelle les parties au respect du cessez-le feu et demeure pleinement engagée pour que soit apportée à ce conflit une solution négociée et durable, au bénéfice de la stabilité et de la prospérité de l'ensemble de la région./.